

MM. Robert Fabre, Georges Marchais et François Mitterrand

Soucieux de répondre aux attaques de la majorité, qui juge irréaliste et ruineux leur programme commun de gouvernement, MM. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, et François Mitterrand, premier

secrétaire du parti socialiste, ont voulu expliquer lundi 22 janvier, à l'occasion d'une conférence de presse, comment seraient financées les dépenses nouvelles prévues. Entourés de leurs spécialistes des questions économiques et sociales, les dirigeants des partis de gauche ont cependant éprouvé

quelques difficultés à se faire comprendre. M. Marchais parlant de « année moyenne » et M. Mitterrand s'attachant au financement de la première année de mise en application.

Si la gauche a un programme, elle n'a pas encore trouvé l'équivalent de M. Giscard d'Es-

taing, c'est-à-dire un homme politique capable de citer des chiffres sans trébucher.

A l'occasion de leur conférence de presse, les dirigeants des partis de gauche sont revenus sur certains problèmes politiques. Ils ont réaffirmé leur souci de voir les institutions appliquées, mais

En ouvrant la conférence de presse décidée par le comité permanent de liaison mis en place entre le Mouvement des radicaux de gauche, le parti communiste et le parti socialiste, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a lu une déclaration commune des dirigeants des trois formations. Dans ce texte M. Fabre, Marchais et Mitterrand, indiquent notamment :

« Grâce à tous ceux qui ont contribué à le faire connaître à l'opinion, le programme commun est devenu une donnée fondamentale de la vie politique française. C'est autour de lui que tourne le grand débat que les Français et les Français seront appelés à trancher en mars prochain.

« Les dirigeants et les partis de la majorité actuelle ont constamment évité que ce débat décisif se déroule dans les conditions démocratiques dignes d'un peuple comme le nôtre. Ils pratiquent l'insulte personnelle à l'égard des responsables de la gauche ou l'attaque grossière, comme celle qui consiste à comparer le pro-

gramme commun à Mein Kampf. Ils se livrent à d'incessantes falsifications, prétendant, par exemple, que la gauche veut bureaucratiser l'économie alors que les nationalisations sont conçues dans le programme commun dans une perspective de gestion à la fois démocratique et efficace, ou que la gauche veut détruire la liberté de l'enseignement alors que le programme commun déclare que l'éducation nationale respectera rigoureusement toutes les croyances, toutes les options philosophiques.

« Inquiète cependant de l'audience recueillie dans toutes les catégories de la population par les dispositions du programme commun, la coalition au pouvoir n'hésite pas à en reprendre certaines à son compte, comme l'a fait le premier ministre dans son discours de Provins. Le caractère démagogique des promesses soudainement produites par les partis de la majorité actuelle apparaît d'autant plus nettement qu'elles correspondent toutes à des propositions de la gauche

que ces partis ont systématiquement repoussées au cours de la dernière législature.

« La gauche a une autre conception du débat politique. Le choix qui est proposé aux Français et aux Français est simple : ou bien le maintien au pouvoir d'une majorité usée par les scandales et la continuation — avec l'appoint des pseudo-réformateurs — d'une politique fondée sur la loi du grand capital ; ou bien la constitution d'une majorité nouvelle décidée à réaliser, comme les signataires du programme commun en renouveau solennellement l'engagement devant le pays, les changements sociaux, économiques et politiques voulus par le peuple.

Parmi les objectifs prévus par le programme commun, la déclaration rappelle en particulier qu'un gouvernement de gauche réaliserait dès son arrivée au pouvoir : « Le salaire minimum à 1000 francs, la réduction de la durée du travail, l'abaissement de l'âge de la retraite, l'amélioration du sort des personnes

âgées, l'allègement de la fiscalité pesant sur la population laborieuse, la mise en œuvre d'une politique de logement social, l'extension des droits des travailleurs dans les entreprises, le remboursement à 80 % des frais médicaux ».

« Les moyens existent pour réaliser ces changements, expliquent les dirigeants de la gauche. Le programme commun ne prévoit aucune mesure dont le financement ne puisse être assuré. Une nouvelle politique économique, s'appuyant sur le secteur public étendu par les nouvelles nationalisations et sur la planification démocratique, permettra une croissance plus rapide et une meilleure répartition des fruits du travail des Français. Elle mettra fin au gâchis des ressources nationales et aux privilèges exorbitants des grosses sociétés : elle combattra réellement l'inflation et la spéculation. La profonde cohérence des mesures économiques et sociales que le programme commun préconise répond de l'aptitude des trois

partis signataires à assumer efficacement la gestion des affaires du pays si le suffrage universel leur en confie le mandat.

« Le parti socialiste, le Mouvement des radicaux de gauche et le parti communiste français entendent réaliser ces changements avec le concours des Français et des Français, dans l'ordre et la liberté. Les conditions sont désormais réunies pour y parvenir. Un effort exceptionnel doit être accompli dans les prochaines semaines pour rassembler la majorité de notre peuple autour du programme commun.

MM. Fabre, Marchais et Mitterrand ont ensuite, en réponse aux questions des journalistes, indiqué que le financement du programme commun avait fait l'objet d'études minutieuses au sein de chacune des trois formations et que les résultats étaient concordants. M. Mitterrand a expliqué notamment :

« La production intérieure brute est d'environ 1000 milliards. Le budget de l'Etat est de 200 mil-

liards. Le budget social et des collectivités locales est également de 200 milliards.

« La première année, les dépenses sociales du programme se situeraient, selon nous, aux alentours de 35 à 38 milliards.

« Dans l'état de nos connaissances, nous estimons que la part de ces dépenses qui serait fournie par le budget de l'Etat représenterait environ 15 milliards.

« Qu'est-ce que cela représente au niveau de l'Etat, 15 milliards ? 7,5 % du budget. Vous retrouverez des années où les variations internes du budget ont atteint 10 %, c'est donc dans un ordre normal de gestion budgétaire. Les entreprises : nous estimons qu'elles auront à dépenser 15 milliards pour les 1000 F, les 40 heures, l'égalisation des salaires féminins et masculins, etc.

« Est-ce que les entreprises peuvent absorber ces charges nouvelles ? Je vous donne une référence. En 1968, le gouvernement de M. Pompidou a concédé en une nuit 12 milliards 1968, soit une somme équivalente.

Une rapide progression des dépenses

(Suite de la première page.)

Pour ne parler que du financement, on se rappelle qu'au cours de la préparation du V^e Plan, des experts affirmaient gravement qu'il risquait de manquer 10 milliards pour financer l'industrialisation, proportion qui a autant de sens que celle qui consisterait à dire : « J'irai demain toucher mon chèque, car je sais qu'aujourd'hui ma banque n'a plus d'argent ! » La question n'est donc pas, comme le sait très bien le premier secrétaire du parti socialiste, d'aligner des chiffres en valeur absolue et de se livrer sur une échelle beaucoup plus grande aux calculs contestables faits chaque année par M. Valéry Giscard d'Estaing, qui compte sur les recettes de l'inflation pour équilibrer son budget. Quoi qu'il en soit, les chiffres qui nous ont été annoncés à l'occasion de la conférence de presse nous fournissent quelques intéressantes indications.

Très forte progression des dépenses

La première indication est la très forte progressivité des dépenses prévues. C'est ainsi que la première année de la législature, l'ensemble des dépenses sociales nouvelles (retraites, prestations familiales, équipements collectifs, éducation nationale, etc.) coûterait près d'une vingtaine de milliards de francs en 1972 : 16 au budget de l'Etat et 5 au budget de la Sécurité sociale. M. Mitterrand a raison de faire remarquer que ces sommes ne sont pas exorbitantes : on a déjà vu dans le passé le budget de l'Etat varier d'un pourcentage plus important, de l'ordre de 7,5 % en une année, alors qu'il n'est proposé ici que de l'ac-

croître de 4,5 %. En deux ans toutefois, le total des dépenses supplémentaires résultant de l'application du programme de la gauche devrait doubler et atteindre une quarantaine de milliards vers les années 1975-1976. A partir de là, la progression est encore plus rapide puisqu'en 1978 on doit arriver à un chiffre de quelque 104 milliards de dépenses supplémentaires dont la plus grosse partie serait constituée par les dépenses destinées à améliorer le sort des vieillards et retraités : 45 milliards, auxquels s'ajouteraient 6 milliards pour le logement, 6 milliards pour l'enseignement, une dizaine de milliards pour l'ensemble des dépenses de santé et d'allocations familiales, 8 milliards pour les équipements collectifs, etc.

Le budget de l'Etat atteint actuellement quelque 200 milliards. C'est donc à une très forte progression que nous invitent les responsables de la gauche, sans compter le fait que les crédits publics augmenteraient normalement dans un grand nombre de postes pour lesquels il n'est pas prévu de mesures particulières dans le programme commun.

Au cours de la législature qui s'achève le total du budget de l'Etat est passé de 142,8 milliards en 1968 à 198,4 milliards en 1972, soit un accroissement en quatre ans de 33 % environ. L'application du programme commun ferait passer ce pourcentage au moins à 50 % au cours de la prochaine législature. Il arrive que les dépenses publiques d'un grand pays augmentent par sauts. C'est ainsi que de 1968 à 1972 le total des dépenses économiques et sociales de l'Etat fédéral américain et des Etats et municipalités s'est gonflé de 63 %.

MM. François Mitterrand, Georges Marchais et Robert Fabre n'ont pas manqué une occasion de faire remarquer que plusieurs des mesures prévues par le programme commun sont déjà en cours de réalisation. Ces charges proviendraient notamment de l'augmentation des salaires, etc. « En 1968, M. Pompidou avait augmenté les comptes d'exploitation des entreprises de quelque 12 milliards de francs par un seul trait de plume », devait déclarer à ce propos M. François Mitterrand. Ce rappel historique montre, du reste, toute l'ambiguïté de la notion de « charges supplémentaires ». Où est l'alourdissement, si les entreprises peuvent répartir l'accroissement des dépenses salariales sur leurs prix ? Le résultat final est sans doute de diminuer la part relative des ressources réelles affectées à l'équipement du pays et, en affaiblissant la monnaie, d'obliger davantage pour acheter la même quantité de biens et de services à l'étranger. Certes, les « événements de 1968 » n'ont pas porté atteinte à l'expansion, bien au contraire, mais depuis lors, par suite de la dévaluation du franc et de la réévaluation du deutschemark, le pouvoir d'achat des Allemands s'est amélioré de quelque 30 % par rapport à celui des Français !

Un faible impôt sur le capital

Les auteurs du programme de la gauche annoncent qu'en 1978 il sera financé à concurrence de quelque 44 milliards par des recettes fiscales nouvelles et par des économies, ces dernières ayant été chiffrées à environ 12 milliards (réduction de dépenses militaires, de subventions directes ou indirectes aux entreprises, meilleure gestion du budget, et baisse déjà mentionnée du prix des médicaments). En ce qui concerne les recettes nouvelles, 15 milliards proviendraient d'une amélioration de l'assiette de l'impôt sur les bénéfices. Quant à l'impôt sur le capital, que la gauche envisage de lever, il rapporterait 5,3 milliards, chiffre bien précis au regard de l'imprécision du projet. Il s'agirait d'instituer une taxe « plus proche de 0,5 % que de 1 % », aux dires des experts du parti socialiste, sur le patrimoine des sociétés et des gens fortunés, étant entendu que le taux serait « modulé » et plus élevé sur les terrains à bâtir. L'impôt envisagé est qualifié de « statique », son principal intérêt étant d'obliger à une déclaration des fortunes (et, en ce qui concerne la propriété immobilière, à augmenter l'offre de terrains à bâtir). L'alourdissement de l'impôt sur les successions (pour les parts supérieures à 300 000 F) rapporterait 1 milliard en 1978, tandis que la suppression de l'impôt fiscal se traduirait par une plus-value fiscale de 2,8 milliards.

A côté des dépenses nouvelles pesant sur les budgets publics et para-publics, le programme de la gauche conduirait à un alourdissement des charges des entreprises

qui est chiffré par ses auteurs à quelque 15 milliards de francs pour la première année de la législature. Les chiffres pour les années suivantes n'ont pas été fournis. Ces charges proviendraient notamment de l'augmentation des salaires, etc. « En 1968, M. Pompidou avait augmenté les comptes d'exploitation des entreprises de quelque 12 milliards de francs par un seul trait de plume », devait déclarer à ce propos M. François Mitterrand. Ce rappel historique montre, du reste, toute l'ambiguïté de la notion de « charges supplémentaires ». Où est l'alourdissement, si les entreprises peuvent répartir l'accroissement des dépenses salariales sur leurs prix ? Le résultat final est sans doute de diminuer la part relative des ressources réelles affectées à l'équipement du pays et, en affaiblissant la monnaie, d'obliger davantage pour acheter la même quantité de biens et de services à l'étranger. Certes, les « événements de 1968 » n'ont pas porté atteinte à l'expansion, bien au contraire, mais depuis lors, par suite de la dévaluation du franc et de la réévaluation du deutschemark, le pouvoir d'achat des Allemands s'est amélioré de quelque 30 % par rapport à celui des Français !

La question

On en revient ainsi à la question fondamentale : l'avènement de la gauche serait-il de nature à maintenir la marche d'une économie qui se développe dans un cadre capitaliste ?

C'est le parti qui font les responsables de la gauche, M. Georges Marchais en tête. Le secrétaire général du parti communiste a énuméré quatre facteurs qui, selon lui, devraient permettre à l'économie française de connaître, la gauche étant au pouvoir, un taux d'expansion supérieur à celui qu'elle connaît actuellement : 1) Il serait possible — comment et pourquoi ? — de réintroduire dans le circuit de production quelque 1 500 000 personnes (les chômeurs actuels, les femmes, les jeunes en quête d'emploi) ; 2) La réduction des cadences devrait amener une amélioration de la productivité du travail, ce qui est certainement au moins en partie vrai ; 3) La capacité de production de l'économie française n'est actuellement employée qu'à 80 %. C'est comme si, a dit M. Marchais, une usine sur cinq était fermée. En réalité, le pourcentage d'utilisation est déjà fort élevé et sans doute M. Marchais, s'il venait au pouvoir, s'apercevrait qu'il est difficile de faire marcher une économie industrielle au plein de sa capacité sans créer d'insupportables tensions, surtout si l'on veut en même temps ralentir quelque peu le rythme du travail ; 4) Enfin, la meilleure participation des travailleurs donnerait à ceux-ci en quelque sorte du cœur à l'ouvrage pour augmenter leur productivité. On songe aux appels de M. Maurice Thorez au lendemain de la guerre. « Les ouvriers travailleraient davantage s'ils avaient un gouvernement dans lequel ils ont confiance », a dit M. Marchais. Toute l'expérience industrielle semble prouver qu'en réalité c'est d'autres facteurs qui déterminent le haut rendement : existence d'un climat social favorable, organisation adéquate du travail, etc.

Le programme de la gauche consiste d'abord, ce qui apparaît du reste souvent légitime, à augmenter la capacité de consommation de la partie la moins favorisée de la population, et à accroître la part consacrée aux investissements collectifs. Cependant, contrairement à une ana-

lyse keynésienne superficielle, ce n'est pas la consommation qui est le moteur de l'expansion mais l'effort d'investissement, lui-même conditionné par la capacité d'épargne globale de l'économie. Sans doute ne suffit-il pas de rassurer les petits actionnaires pour amener la formation d'une épargne suffisante.

Pour MM. François Mitterrand et Georges Marchais, le programme de la gauche n'apporte pas de mutation radicale dans l'économie française, et, par conséquent, aucun de ses ressorts profonds ne serait en réalité brisé. Pour M. François Mitterrand, le programme commun s'inscrit dans l'économie de marché et cela est pour lui fondamental.

Ce qui est fondamental pour M. Marchais et qui constitue à ses yeux l'ouverture vers une société socialiste, c'est évidemment le programme de nationalisations puisqu'il comporte un transfert de propriété. Non pas que le secrétaire général du parti communiste demande, dès maintenant, d'allonger la liste des trente entreprises (dont quatre établissements financiers) qui devraient être retirées au secteur privé. A l'entendre, lundi, après la conférence, on aurait même pu avoir l'impression qu'il était plus restrictif que M. François Mitterrand qui, lui, fait une allu-

sion à la nationalisation possible des entreprises occupant plus de quatre-vingt mille salariés. M. Marchais a, devant les journalistes, fait une belle profession de foi dans le capitalisme d'Etat : « Nous voulons que les entreprises nationalisées fassent des bénéfices et cela pour trois raisons : pour leur permettre de satisfaire les revendications du personnel, pour investir et pour payer les impôts. »

Voilà qui semble montrer les limites des propos que tiennent les responsables de l'Union de la gauche sur la nécessité de tourner le dos à la logique du profit. La logique du profit est peut-être en l'occurrence la logique tout court. Voilà aussi de quoi confondre ceux qui, un peu inconsidérément, réclament à tort et à travers le remplacement de la notion de « saine gestion financière » par celle de « service public ». Il reste que le programme de M. Marchais apparaît bien difficile à réaliser. La nationalisation est rarement apparue la meilleure méthode pour améliorer le rendement des entreprises. Et comment les entreprises nationales pourraient-elles être durablement bénéficiaires si par ailleurs on leur demande d'être partout et toujours à l'avant-garde du progrès social.

PAUL FABRE.

D'une circonscription à l'autre

● CHARENTE - MARITIME. — Troisième circ. (Saint-Jean-d'Angély). M. Jacques Garnier, secrétaire parlementaire du groupe de la Gauche démocratique du Sénat, a annoncé son intention d'être candidat sous l'étiquette « Radical de gauche », contre le député sortant, M. André Brugerolle, C.D.P., investi par la majorité. M. Garnier se déclare prêt à retirer sa candidature « si un opposant de poids se manifeste rapidement », et souhaite « reconstituer une majorité de centre gauche qui existe dans cette zone et n'a jamais eu l'occasion de s'exprimer ».

● HAUTES-DE-SEINE. — 7^e circ. (Nanterre, Suresnes). M. Marcel Le Tassier, que nous avons cité, dans le Monde daté du 19 janvier, parmi les cinquante candidats du Front progressiste (constitué par les jeunes gaullistes de gauche du Front des jeunes progressistes) nous prie de faire savoir qu'il n'appartient pas à cette formation mais à l'Union travailliste, et qu'à ce titre il est candidat « pour changer le visage de la majorité ». Il n'est pas favorable à l'opposition, à laquelle le F.J.P. a récemment déclaré appartenir « résolument ».

● MEURTHE-ET-MOSELLE. — Deuxième circ. (Nancy-Ouest). M. William Jacson, député sortant U.D.R., qui avait renoncé à se présenter aux prochaines législatives pour raisons de santé, a rendu publique lundi 22 janvier son intention de poser sa candidature, s'estimant « parfaitement rétabli maintenant », et « pour répondre au vœu, largement exprimé, de ses amis ». La majorité à investir dans cette circonscription M. Claude Goullin, républicain indépendant, avec lequel M. Jacson déclare s'entendre « une émulation fraternelle dans un combat commun » au premier tour, et, au second, « un accord de désistement réciproque en faveur du mieux placé ».

● SOMME. — Dans la deuxième circonscription (Corbie, Montdidier), après la mort accidentelle, le 27 décembre, d'Henri Dissez, candidat du

Mouvement réformateur, chef de cabinet de M. Jean Lecanuet, le comité de liaison départemental du Mouvement réformateur a désigné M. Jean-Pierre Prévost, ancien conseiller municipal d'Amiens, qui avait été candidat M.R.P. dans la première circonscription (Amiens) en 1958 et 1962. D'autre part, M. Daniel Amson, éditeur de Combat, avocat à la Cour, se présente comme « gaulliste de gauche adversaire de la majorité » (tendance Louis Vallon). Le député sortant est M. Jean-Louis Massoubre, U.D.R., qui se représente.

Dans la quatrième circonscription (Abbeville), dont le député sortant est M. Max Lejeune, ancien ministre, exclu du parti socialiste pour avoir refusé l'alliance avec le P.C., la majorité a accordé son investiture à M. Alain Ravennes, U.D.R., délégué général du Mouvement pour l'indépendance de l'Europe, que préside M. Georges Gorse, ancien ministre. Le candidat précédemment désigné, M. Michel Marteau, avait renoncé à se présenter.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

le rôle du DÉPUTÉ

Envoyez 4 francs (timbres ou chèque) à APRES - DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, Paris (14^e), C.C.P. 7.715-57, en spécifiant le titre du dossier demandé

ou 24 F pour l'abonnement annuel (40 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce N°

SOYEZ EXIGEANT LISEZ

FRANCE NOUVELLE

CEST L'HEBDOMADAIRE POLITIQUE DU P.C.F.

Cette semaine (N° 1419)

Bon sens et changement
Francette LAZARD

Raisons de plus pour voter communiste
Yvonne GUILLES

DEMAIN, LE SAVOIR, LA SCIENCE, LA CULTURE
Guy HERMIER, Jack RALITE, Maurice PERCHE,
Paul DUPRE, Maurice VIDAL, François HINKER

La tournée d'inspection de Djibouti
Jacques VARIN

A qui sert la littérature ?
Jean THIBAUDEAU

EN VENTE DES MARDI, LE N° 3 F

exposent le financement du programme commun

font toujours confiance à M. Pompidou sur ce point. Le premier secrétaire du parti socialiste a toutefois profité de la proposition du ministre de l'économie et des finances tendant à créer un « statut de l'opposition » pour faire remarquer que, même au sein de la majorité, on se posait

des questions sur le fonctionnement du régime. Le premier secrétaire du parti socialiste, qui occupait le centre de la tribune, a nettement donné l'impression que c'était lui qui animait la coalition des trois partis de gauche. Il a même pu associer en souriant « dogmatisme » et « commu-

nisme » sans que M. Georges Marchais esquisse la moindre protestation. « L'Humanité » de lundi a simplement préféré ne pas reproduire cette phrase.

Si l'union de la gauche se porte bien — ce que le comité central du P.C.F., qui siège mer-

credi 24 et jeudi 25 à Saint-Denis, ne manquera pas d'enregistrer, — l'effet de propagande recherché lors de la mise au point de cette conférence de presse a été sérieusement compromis par la confusion et l'impréparation manifeste des orateurs. — T.P.

» Enfin, 5 milliards seraient pris en charge par le budget social.

M. Georges Marchais, pour sa part, a donné des précisions sur les dépenses sociales. Des confusions étant intervenues pendant la conférence de presse, les trois formations ont publié, lundi en fin d'après-midi, un communiqué pour faire le point et confirmer leurs évaluations. Elles expliquent :

« Les dépenses sociales nouvelles (retraites, prestations sociales, équipements collectifs, éducation nationale...) coûteront environ 100 milliards en 1974 aux budgets de l'État, de la Sécurité sociale et des collectivités locales (sans augmentation des impôts locaux).

» Soit 20 milliards la première année (15 pour l'État, 5 pour la Sécurité sociale) ou 40 milliards en année moyenne (1975-1976).

» Ces dépenses seront notamment financées par :

— Des économies, entre autres,

sur les dépenses militaires, sur les subventions directes et indirectes aux entreprises, sur les prix des produits pharmaceutiques ;

— Des recettes fiscales nettes nouvelles ;

— Une croissance supérieure de l'économie et une nouvelle répartition des résultats de la croissance.

» Indépendamment des dépenses précédentes, certaines dépenses (salaires à 1000 F, réduction de la durée du travail...) seront à la charge des entreprises pour un montant évalué la première année à 15 milliards (le financement de ces 15 milliards sera trouvé dans le cadre global des mesures prévues dans le programme commun assurant l'équilibre financier des entreprises et le développement de la production).

» Soit au total 35 milliards pour la première année pour financer l'ensemble des mesures sociales du programme commun.

Durant la conférence de presse,

M. Marchais a d'autre part indiqué qu'il jugeait nécessaire de porter l'accroissement de la production à un taux de 8 %. Pour atteindre ce résultat, le secrétaire général du P.C.F. compte sur une augmentation du nombre des travailleurs (il estime qu'un million cinq cent mille personnes ne peuvent actuellement prendre place dans la production), sur une utilisation complète de l'appareil de production (qui ne tourne qu'à 80 % de ses possibilités, a-t-il noté) et sur la suppression des « gaspillages ».

Interrogés sur la gestion des entreprises nationalisées, les dirigeants de la gauche ont répondu, par la voix de M. Marchais, qui a affirmé que « la nationalisation ne sera pas l'étatisation ». Le secrétaire général du P.C.F. a précisé en outre :

« Ce qui doit être clair, c'est que les entreprises nationalisées feront des bénéfices, à la fois pour satisfaire les légitimes revendications des travailleurs, ensuite pour

assurer les investissements nécessaires, enfin pour payer leurs impôts.

» Par conséquent, il n'est pas question pour nous d'agir de telle

façon que l'entreprise nationale serait déficitaire. Si c'est le cas maintenant, c'est parce que les entreprises nationales sont pillées par les grands monopoles ».

Le fonctionnement des institutions n'est pas satisfaisant

Un certain nombre de questions ont permis aux dirigeants du P.S., du P.C.F. et des radicaux de gauche d'aborder d'autres sujets que le financement de leur programme. Revenant sur le problème des institutions. Le premier secrétaire du parti socialiste a indiqué : « Le président de la République aura à choisir le premier ministre après les élections. C'est son rôle et il n'est pas contesté. Nous pensons simplement quant à nous que le premier ministre doit être choisi dans le cadre de la volonté exprimée par le suffrage universel. »

A propos de l'alliance entre socialistes et communistes, M. Mit-

terrand a noté : « Notre intérêt n'est pas de nous entredéchirer, laissant ainsi le pouvoir aux conservateurs, mais de travailler ensemble pour le plus grand bien des Français. Nous avons mis de côté nos différences de vues sur tel ou tel aspect du développement du socialisme en Europe. Au terme de notre contrat, le programme commun de gouvernement, nous reprendrons la discussion. En tout état de cause, quel que soit le résultat des élections, le parti socialiste n'entend pas tourner le dos à sa stratégie présente. »

Auparavant, M. Mitterrand avait été amené à expliquer l'exis-

tence de partis communistes puissants en France et en Italie. Selon le premier secrétaire du P.S., ce développement des P.C. a tenu à des causes inhérentes à la nature et au tempérament latins. « Une certaine propension au dogmatisme est très conciliable avec la formation catholique », a-t-il noté, en opposant ainsi l'Europe catholique et latine à l'Europe protestante.

Enfin, MM. Marchais et Mitterrand, interrogés sur l'idée d'un « statut de l'opposition » qui a été proposé par M. Valéry Giscard d'Estaing, ont répondu en critiquant le sort réservé actuellement à l'opposition, en particulier en ce qui concerne les informations diffusées par l'O.R.T.F. M. Mitterrand a souligné : « Pendant quatorze ans, on a tenu l'opposition en exil, on l'a éloignée de l'information. Par sa proposition, M. Giscard d'Estaing a reconnu que le fonctionnement démocratique des institutions n'est pas assuré. »

« LA NATION » : une lamentable exhibition.

Le journal gaulliste la Nation du 23 janvier commente, sous le titre « Le cafouillage des Marx Brothers à propos du coût du programme commun », la conférence de presse de lundi après-midi, et écrit notamment :

« Ceux qui pouvaient encore se faire quelque illusion sur le « sérieux » du catalogue doivent déchanter. Hormis quelques chiffres, vagues mais énormes, et qui ne correspondent pas à ceux qui avaient été prudemment avancés en ballons d'essai par l'Humanité ou l'Unité, c'est le néant ou la contradiction.

» MM. Marchais et Mitterrand avaient pourtant soigneusement préparé leur coup. Ils l'ont reconnu, pressé par la majorité, qui a immédiatement chiffré ses propositions, la « délégation permanente de l'union de la gauche » s'était réunie pour harmoniser les chiffres lancés ici et là.

» Résultat peu probant, si l'on en juge par l'extraordinaire confusion qui en résulte. Confusion qui a amené les journalistes à relever eux-mêmes, publiquement, au cours de la conférence, les contradictions sur la ventilation des charges nouvelles. On a même vu M. Mitterrand se concerter avec son compère à la tribune et aller jusqu'à lui passer ses notes, pour que M. Marchais ait l'air de retomber sur ses pieds et mette u n terme à cette lamentable exhibition. »

A R.T.L.

M. PONIATOWSKI : les projets de la majorité sont compatibles avec « la progression annuelle du budget ».

M. Michel Poniatowski, secrétaire général des républicains indépendants, a commenté lundi soir 23 janvier, au micro de R.T.L., les précisions données dans l'après-midi par MM. Fabre, Mitterrand et Marchais, sur le coût et le financement du programme commun de la gauche unie.

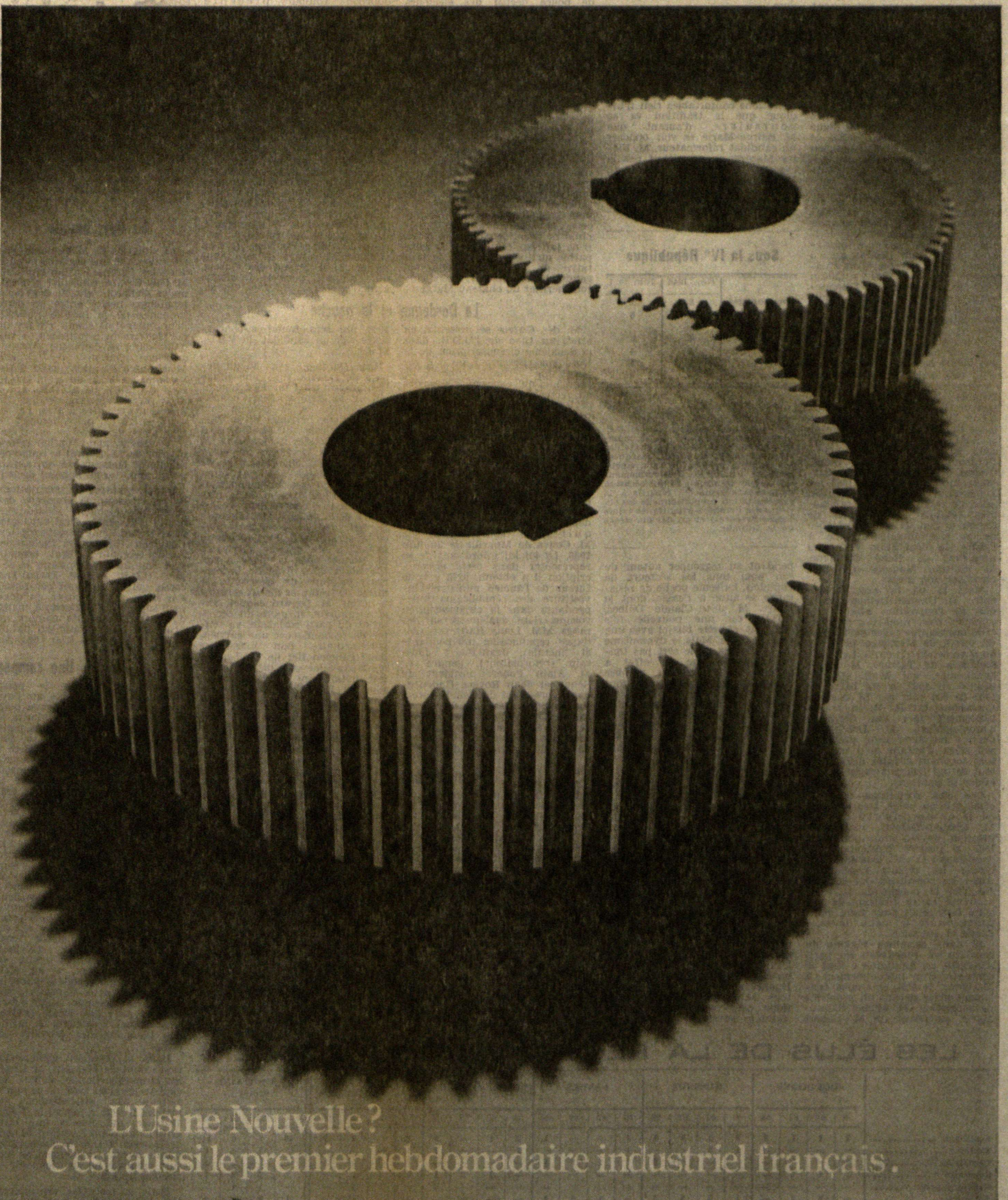
Contestant l'efficacité des moyens de financement proposés par les trois secrétaires généraux, M. Poniatowski a notamment déclaré : « On nous dit : cette importante somme nous allons l'emprunter sur le marché financier ; or il est impossible d'emprunter une telle somme quand on sait que le marché financier ne produit chaque année que 30 milliards de francs, et c'est un marché financier qui sera en état de panique. »

Le député du Val-d'Oise s'est ensuite attaché à démontrer que le financement des projets de la majorité était, selon lui, compatible avec « la progression annuelle du budget », puisque ces projets correspondent à des dépenses nouvelles de 12 à 13 milliards par an.

A propos de l'équilibre budgétaire, le secrétaire général des républicains indépendants a, en outre, précisé :

« Un déficit budgétaire qui représente moins de 2 % du budget ne contribue pratiquement pas à l'inflation monétaire ; ce qui contribue le plus à l'énervation dans ce domaine, c'est une spirale entre les salaires, les prix et les masses de crédit mises à la disposition des entreprises et jetées dans l'économie. »

● **ERRATUM.** — Une erreur de transmission nous a fait écrire dans le compte rendu des déclarations faites à Lyon par M. François Mitterrand (le Monde du 23 janvier) : « Il ne faut pas tomber dans le mathématisme et la théorie de la croissance isolée... » Il fallait lire « croissance zéro ».



L'Usine Nouvelle ?
C'est aussi le premier hebdomadaire industriel français.

L'Usine Nouvelle est le 1er hebdomadaire industriel multisectoriel français. Multisectoriel ? Un mot bien compliqué pour dire quelque chose de très simple. Multisectoriel, cela signifie que nous n'avons pas de spécialité, ou plutôt que nous les avons toutes. Si nous nous

intéressons à l'invention d'un nouveau procédé de chromage ou au cours des matières premières, nous n'oublions pas pour autant la hausse des salaires ou la nouvelle législation sociale. Pour l'Usine Nouvelle, l'industrie, c'est aussi tout ce qui l'entoure de près ou

de loin, l'économie, la politique, les hommes. Voilà. C'est comme ça que l'on est le 1er hebdomadaire industriel multisectoriel français.

L'USINE NOUVELLE 15 rue Bleue Paris 9

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

D'UNE RÉGION
A L'AUTRE

A travers les siècles l'Aquitaine a certes dû affronter bien des conflits militaires, mais ses élites se sont le plus souvent distinguées par une politique faite de souplesse, de soumission, d'habileté et de « neutralisme ». L'Aquitaine n'est pas une terre d'idéologie et il est révélateur que la fin de la guerre de religion soit l'œuvre d'un de ses enfants : Henri IV, qui suivait l'exemple d'un autre Aquitain : Montaigne.

D'élection en élection, la région reste en retrait des grands mouvements d'opinion ; la modération tenant beaucoup à la prééminence de Bordeaux et de la Gironde et au poids d'un Pays basque dominé par un catholicisme qui commence lentement à évoluer. La Dordogne, les Landes et le Lot-et-Garonne ont, en revanche, marqué souvent leur sympathie pour une gauche socialiste ou radicale, voire communiste, qui trouve à s'appuyer sur de nombreux petits agriculteurs.

L'occupation a cristallisé cette coupure entre les deux Aquitaines, et le passé pétainiste de Bordeaux est encore aujourd'hui un sujet tabou. Mais petit à petit les plaies se sont refermées, tout comme l'éventail politique. A la libération, les communistes avaient fait d'importants progrès ; aujourd'hui — et en raison notamment

L'ambition de Jacques Chaban-Delmas

Pour le prochain scrutin, l'ambition de M. Jacques Chaban-Delmas est d'être élu dès le premier tour (comme en 1968, et comme en septembre 1970 face à M. Servan-Schreiber) afin d'affaiblir son faux pas de 1967, année où il avait trébuché du fait d'une candidature socialiste, celle de M. Gabriel Taix. Cet ancien membre de la Convention des institutions républicaines a aujourd'hui rompu avec ses amis politiques.

Ainsi, à un peu moins de six semaines du scrutin, le candidat socialiste contre l'ancien premier ministre n'est toujours pas désigné. Après de multiples hésitations, M. Roland Dumas, ancien député de la Corrèze, s'est finalement récusé. Cette situation n'est pas sans provoquer l'étonnement auprès des milieux politiques d'Aquitaine. Il est vrai que les relations entre le parti socialiste et M. Chaban-Delmas ont toujours été d'une ambiguïté calculée : le maire de Bordeaux n'a pas oublié son passé radical.

En 1958, lors du découpage des circonscriptions, M. Chaban-Delmas s'est fait « ciseau » un secteur réservé (3^e circ., Bordeaux III et IV) tout comme il a doté René Cassagne, le chef de file de la S.F.I.O. dans la région, d'une zone sans problème (4^e circ., Bordeaux VII, Carbon-Blanc, Créon). L'héritage de René Cassagne, mort en novembre 1968, est aujourd'hui allé à trois socialistes selon de véritables lots préalablement établis : la mairie de Cenon à l'un, la vice-présidence de la communauté urbaine à l'autre, la députation enfin au suppléant de René Cassagne, M. Philippe Madrelle, qui doit retrouver son siège.

Mais là où la « complicité » entre M. Chaban-Delmas et les élus de l'opposition atteint des sommets c'est dans des circonscriptions comme celles de Talence (3^e circ.), de Mérignac (6^e circ.) ou d'Arcachon (7^e circ.). Le maire socialiste de Talence, M. Henri Deschamps, qui avait été élu député en 1967, a été battu en 1968 de 306 voix par M. Jacques Grondeau, U.D.R. Réélu triomphalement lors des dernières « municipales », M. Deschamps devrait retrouver sans problème son siège d'autant qu'il met un soin touchant à faire disparaître tout ce qui pourrait rappeler son étiquette politique.

Les élus socialistes sont en effet pris au piège, très efficace, de la communauté urbaine M. Chaban-Delmas, malgré la pression de ses amis politiques, leur a réservé plusieurs vice-présidences et sait leur faire accorder les crédits nécessaires. Aussi les socialistes ont-ils voté jusqu'ici le budget de la communauté et se trouvent-ils en aide fort gênés pour faire campagne contre le maire de Bordeaux et ses amis.

Si dans certaines régions on constate un renouveau du parti socialiste, en Aquitaine il faut se contenter d'un rajeunissement. A Mérignac, le P.S. se trouve également placé devant un problème de succession. M. Michel Sainte-Marie, suppléant de M. Robert

du mode de scrutin — ils n'ont plus un seul député, ayant en particulier perdu en 1968 la deuxième circonscription du Lot-et-Garonne (Marmande), qu'ils avaient acquise en 1962 et conservée en 1967.

La démocratie chrétienne, à l'exception de succès dans le Pays basque, n'a pas trouvé sur ces terres profondément déchristianisées un terrain propice. Le combat se réduit donc à un duel entre gaullisme et socialisme.

L'antagonisme des étiquettes ne se retrouve pas, cependant, au niveau du « personnel » politique. Plus nettement encore qu'ailleurs la vie politique d'Aquitaine est régie par des règles locales qui n'ont qu'un rapport lointain avec les décisions arrêtées au niveau national. La prééminence de Bordeaux se trouve symbolisée par le rôle de son maire, véritable suzerain d'un royaume qui connaît et respecte les règles du jeu. Si les vassaux doivent admettre la primauté du maître, ils peuvent en revanche compter sur l'aide et la protection de leur suzerain et cela indépendamment des frontières qui divisent les familles politiques.

Brettes, maire, conseiller général et député sortant, qui ne se représente pas, va enfin pouvoir voler de ses propres ailes. Si son prédécesseur a toujours bénéficié d'élections confortables rien n'indique que la tradition va se poursuivre, d'autant que M. Sainte-Marie se voit opposer un candidat réformateur, M. Victor Mazars, ce qui n'était pas le cas en 1968. La situation de M. Brettes est, il est vrai, particulièrement étonnante. Parlementaire d'une rare discrétion, maire sans doute particulier, il a ce-

Sous la IV^e République

	Nov. 1948	juin 1951
Communistes...	8	2
Socialistes...	6	6
Radicaux et Centre gauche...	4	6
M.R.P.	8	4
Moderés	3	5
Gaullistes	—	0

Nous avons retenu les résultats des élections du 10 novembre 1948, qui reflétaient le « tripartisme » (P.C., S.F.I.O. (socialistes) - M.R.P. (démocrates-chrétiens) de l'immédiat après-guerre, et les résultats des élections du 17 juin 1951, marquées par la forte poussée du mouvement gaulliste, le R.P.F. (Rassemblement du peuple français), et à l'occasion desquelles avaient été répartis à la représentation proportionnelle les six sièges des Pyrénées-Atlantiques (alors Basses-Pyrénées) et six des dix sièges de la Gironde.

pendant su regroupent autour de son nom tous les secteurs de l'opinion. La seule poche de résistance se situe à Pessac, dont le maire, M. Jean-Claude Daibos, U.D.R., est une nouvelle fois candidat, et cette fois-ci avec une chance réelle. Mais le dynamisme de M. Daibos ne se sort pas toujours. Il l'amène en effet à commettre un certain nombre d'excès de propagande, qui font sourire dans ce pays pondéré. Aussi, il s'agace le suzerain. Aussi l'élection du candidat de l'U.D.R. devra-t-elle être acquiescée non seulement contre le candidat socialiste mais aussi, dans une certaine mesure, contre... M. Chaban-Delmas.

La situation à Arcachon est encore plus subtile puisque le maire de Bordeaux a obtenu la majorité donne son investiture à un élu de l'opposition, M. Franck Cazenave, député P.D.M. sortant, qui se représente avec l'investiture des républicains indépendants et du Centre national des indépendants. Le C.N.I. est encore actif dans la région et a polarisé une partie de l'électorat qui supporte mal les formations « issues de la Résistance ». Il s'est rallié à M. Chaban-Delmas lors de la partielle de 1970. On imagine que l'U.D.R. locale a vivement réagi, d'autant qu'en 1968 son candidat M. Robert Duchez, avait devancé au premier tour M. Cazenave de plus de mille cinq cents voix. Il avait fallu le retrait des candidats de

gauche pour que le représentant de la majorité soit battu. M. Chaban-Delmas, qui a déjà eu plusieurs fois maille à partir avec les gaullistes d'Arcachon, jugés insuffisamment souples, a dû transiger, et une « primaire » opposera MM. Cazenave et Duchez.

Clochemerle en Médoc

Officiellement cette primaire est la seule organisée par la majorité en Gironde, mais dans le Médoc (5^e circ.) M. Aymar Achille-Fould doit affronter la femme du sénateur républicain indépendant, M. Jean-François Pintat. Souvent floues, les frontières politiques disparaissent cette fois-ci totalement derrière des rivalités de type « Clochemerle ». M. Achille-Fould avait en 1967 et 1968 battu M. Pintat grâce, là encore, au retrait des candidats de gauche. Depuis lors, il a rallié la majorité avec le Centre Démocratique et Progrès, dont il est vice-président. Accusé d'avoir changé de cheval au milieu du jeu, le député sortant ne peut plus compter sur le coup de pousse décisif des électeurs socialistes et communistes. La gauche lui oppose d'ailleurs un candidat sérieux en la personne de M. Raymond Julien, président de la fédération départementale du Mouvement des radicaux de gauche.

Concurrencé sur sa gauche par un notable modéré, M. Achille-Fould a de surcroît le handicap de s'être brouillé avec ses pairs, les grands propriétaires viticoles. Le député sortant est en effet avant tout, dans la région, le propriétaire des crus du château Beychevelle. Or il est accusé d'avoir manqué de vigilance en laissant une raffinerie de pétrole s'installer en bordure des vignobles les plus précieux. Directement concerné, le baron Philippe de Rothschild ne décolère pas et, en privé, il ne fait pas mystère de la sympathie qu'il éprouve pour la tentative de M. Bernard Ginestet, candidat réformateur, mais surtout héritier du château Margaux.

La Dordogne et la gauche

M. des Garets se présente, en effet, au titre de l'U.D.R. dans la deuxième circonscription de la Dordogne (Bergeras), où il a rejoint une véritable cohorte de candidats qui aspirent à succéder au recteur Jean Capelle, P.D.M., déçu par la vanité de la fonction parlementaire. Il affronte en particulier dans une primaire M. Claude Guichard, député sortant de la première circonscription (Périgueux) qui l'avait élu en 1968 comme suppléant de M. Yves Guéna (U.D.R.), nommé ministre des postes et télécommunications. M. Guichard avait refusé de donner sa démission de député lorsque M. Guéna avait quitté le gouvernement de M. Couve de Murville le 20 juin 1969. La loi lui interdisait de se représenter dans cette circonscription il a obtenu, à la grande fureur de l'ancien ministre, l'investiture des républicains indépendants dans la circonscription voisine. Sont également sur les rangs MM. Louis Hatzgayer (Alliance républicaine indépendante et libérale), Jean-Pierre Jous-sain (réformateur), gendre de M. Alain Fohrer, président du Sénat, et Jean Royère (indépendant), président du Comité interprofessionnel des vins du Bergeracois. Cet éparpillement devrait profiter à M. Louis Pimont, maire socialiste de Bergerac et député de la circonscription de 1962 à

Comme si cela ne suffisait pas, un danger supplémentaire s'est profilé avec la candidature de Mme Denyse Pintat, femme du sénateur républicain indépendant. Avec toute la passion qu'une femme est capable de mettre dans un affrontement politique, surtout quand elle a pour but avoué de tout faire pour empêcher la réélection de son rival afin de laver on ne sait quel obscur affrontement, elle sillonne la circonscription. La bourgeoisie bordelaise attend d'ailleurs avec impatience la première réunion publique de M. Achille-Fould, en se promettant bien d'y venir en foule dans le secret espoir que Mme Pintat sera là pour porter la contradiction.

Dans les autres circonscriptions du département la situation est plus conforme aux normes habituelles. Dans la première, M. Val-leix devra contenir un candidat socialiste brillant, M. Lalumière, professeur à la Sorbonne. Dans la huitième (Langon) deux fonctionnaires de l'Assemblée nationale s'affrontent. M. Jean-Pierre Mévellec, maire de Caudrot, administrateur de l'Assemblée, défend les intérêts de la majorité contre le député socialiste sortant, M. Pierre Lagorce, ancien chef de division au Palais-Bourbon. Toujours présenté comme menacé, M. Lagorce a pourtant été élu sans grand succès en 1967 et 1968. Dans la dixième circonscription (Saint-Savin) M. Gérard Deliaune, député U.D.R. sortant, devra sérieusement s'employer pour conserver le siège que M. Jacques Maugé, socialiste, lui avait ravi en 1967, avant de lui rendre en 1968. Sa tâche sera compliquée par la présence d'un candidat du Centre national des indépendants, M. Guirrieux, hostile à la majorité. Enfin, à Libourne (neuvième circonscription) M. Robert Boulin n'a pour ombre que l'hostilité suscitée par les paramètres qu'il a fait installer dans sa ville. Déjà titulaire du record de longévité ministérielle sous la V^e République, il est assuré de retrouver son siège au Palais-Bourbon. Il s'est simplement séparé de son suppléant, M. Bertrand des Garets, qui est parti pour la Dordogne afin d'y venger M. Yves Guéna.

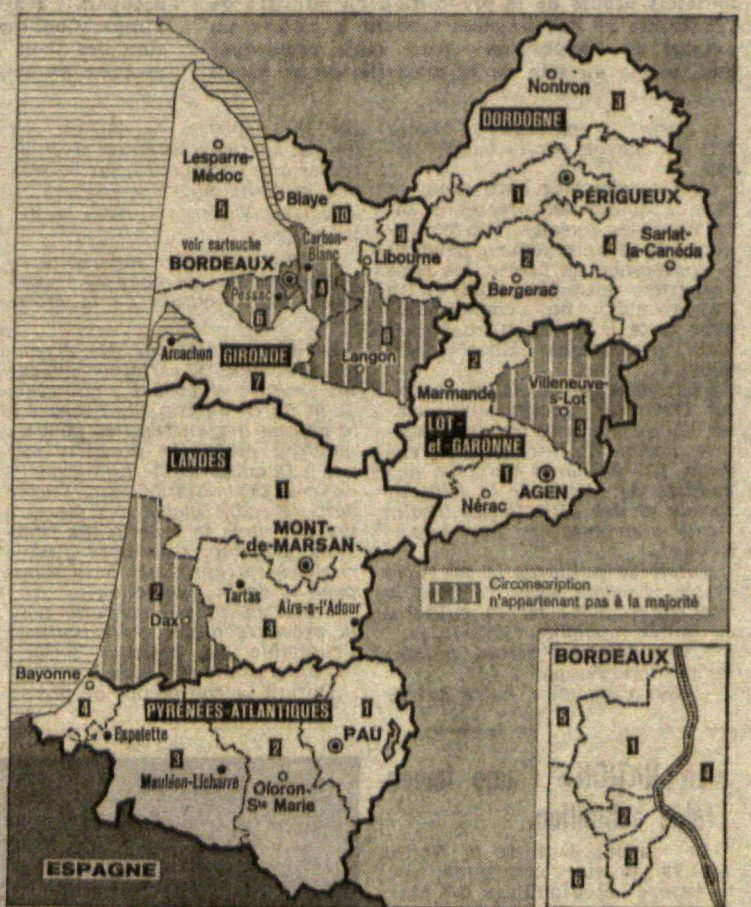
1968, qui sera toutefois concurrencé par un candidat du P.S.U., M. Otlogali.

Une Dordogne sans aucun député de gauche, voilà une situation insolite pour un département qui est longtemps apparu comme un bastion de la gauche non communiste, héritière de la tradition radicale. Si M. Guéna a des bases solides à Périgueux, la situation de M. Pierre Beylot à Nontron (troisième circ.) et de M. Pierre Janot à Sarlat (quatrième circ.) est beaucoup plus précaire. Elu au nom de la majorité en 1968 contre deux « caci-cis » de la gauche, MM. Georges Bonnet, radical, et Robert Lacoste, socialiste, ils font face cette fois-ci à de nouveaux rivaux. M. Bonnet cède la place à son fils Alain dont il guide la carrière politique de très près, et même de trop près disent certains à Sarlat. M. Gérard Jaquet, ancien ministre, membre du secrétariat du parti socialiste, va tenter de recommencer une carrière parlementaire. Son investiture dans l'ancien fief de M. Lacoste n'est pas allée sans difficultés du fait notamment de rivalités au sein du P.S. entre les diverses tendances et d'une opposition entre M. Rouby, maire de Terrasson, et son secrétaire général M. Lucien Delmas, premier secrétaire de la fédération socialiste.

Les incendies du Lot-et-Garonne

Dans le Lot-et-Garonne aussi la gauche avait cédé du terrain en 1968. Si M. Georges Caillaud, républicain indépendant, qui avait battu en 1968 M. Jacques Borde-neuve, radical, ancien ministre, paraît installé dans la première circonscription (Agen), dans les deux autres la lutte est indécise. A Marmande (2^e circ.), le jeune député U.D.R. sortant, M. Guy Bégue, a certes beaucoup travaillé son secteur pendant cinq ans, mais il est élu dans une région traditionnellement à gauche. Il retrouve son adversaire de 1968, M. Hubert Ruffe, ancien député communiste de la circonscription. Bien que la tâche de M. Bégue se trouve compliquée par la présence d'un réformateur, M. Michel Grassot, et d'un candidat de

l'ARIL, M. Delmas, il peut sans doute compter sur le sentiment de crainte que font régner dans le secteur une série d'incendies d'origine criminelle. A Villeneuve-sur-Lot (3^e circ.), les divisions des formations politiques d'additionnent. La majorité organise en effet une primaire qui oppose MM. Jean Castardé (U.D.R.), conseiller technique au cabinet de M. Guichard, Jean-Pierre Chamoux (républicain indépendant) et Philippe Calès (C.D.P.). Quant au député sortant, M. Edouard Schloessing, il se trouve menacé par l'éclatement du parti radical. Resté fidèle à la formation de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, dont il est devenu l'un des vice-présidents, il a certes obtenu l'investiture du Mouve-



ment réformateur, mais il se heurte désormais à la rivalité des radicaux de gauche emmenés par le dynamique sénateur du département, M. Henri Caillaud, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche. L'Union de la gauche socialiste et démocrate lui oppose en effet M. Jacques Descayrac.

Au Pays basque

La situation de M. Schloessing se retrouve dans une certaine mesure dans les Pyrénées-Atlantiques où M. Guy Ebrard, conseiller général, maire d'Oloron, ancien député, a longtemps hésité entre les deux branches de la famille radicale pour opter finalement en faveur du Mouvement réformateur. Candidat dans la deuxième circonscription (Oloron), il retrouve M. Maurice Plantier, maire d'Artix, qui, en 1968, lui a enlevé le siège au profit de l'U.D.R., après s'être présenté sans succès lors des précédents scrutins à Pau. La rivalité entre les deux hommes — tous deux médecins — est d'une rare vigueur, mais l'option réformatrice de M. Ebrard le coupe de l'électorat communiste qui aurait pu lui apporter un appoint décisif.

Dans les autres circonscriptions du Pays basque, la proximité des prochaines élections sénatoriales se fait déjà sentir. C'est ainsi que, dans la troisième circonscription (Mauléon), M. Michel Inchauspé, ancien secrétaire d'Etat, brouillé avec son ancien suppléant, le député U.D.R. sortant Franz Duboscq, qui ne lui avait pas rendu son siège, a dû trouver un nouveau suppléant. M. Duboscq, maire d'Aroué, qui, de toute manière, ne peut pas se représenter, paraît soucieux de ne pas trop s'engager

Une campagne désincarnée

Dans les Landes le poids réformateur, perceptible au Pays basque, disparaît à nouveau pour laisser face à la majorité et les socialistes. Là encore la main de M. Chaban-Delmas se fait directement sentir. C'est grâce à lui que M. Bourges-Maunory, ancien président du conseil, ancien député radical de la Haute-Garonne, bénéficie du soutien de la majorité dans la deuxième circonscription (Dax). Il est vrai que, lors de la fameuse élection partielle de 1970, M. Maurice Bourges-Maunory avait appelé à voter pour M. Chaban-Delmas et contre M. Servan-Schreiber. Le « parachutage » de l'ancien président du conseil apparaît d'autant plus hasardeux qu'il ne concerne pas une « étoile montante » de la politique française et que le député sortant est le prototype du notable local. M. Henri Lavielle, socialiste, conseiller général et maire de Saint-Paul-lès-Dax, a en effet fondé avec une grande habileté sa carrière sur deux éléments : son passé de seconde ligne dans l'équipe de rugby locale et l'art avec lequel il raconte à la fin des banquets des histoires en patois.

Dans la première circonscription (Mont-de-Marsan), M. Charles Lamarque-Cando, député socialiste jusqu'en 1968, ne se représente pas, officiellement du moins. Le P.S. a investi M. Roger Duroure, qui livrera une lutte difficile au député sortant, M. André Mirlin, U.D.R. M. Lamarque-Cando serait certainement en mesure, quant à lui, de récupérer sa circonscription.

Dans la troisième circonscription (Tartas), dont le député sortant, M. Jean-Marie Commenay (C.D.P.), se représente, son principal challenger, M. Alain Du-touy, vice-président du conseil général, semble hésiter encore entre les deux branches de la famille radicale, bien qu'il soit officiellement investi par les réformateurs.

et regarde vers le palais du Luxembourg, M. Michel Labeguerie, maire de Cambo, ancien député Centre démocrate de la circonscription, qui avait perdu son siège en 1967, peut espérer le reconquérir pour le compte du Mouvement réformateur. A Bayonne (4^e circ.) également, les réformateurs ont des ambitions, car ils peuvent bénéficier de la primaire qui, pour des raisons mystérieuses, oppose M. Bernard Marie, député U.D.R. sortant, à M. d'Elissagaray, républicain indépendant. M. Didier Borotra, maire d'Arbonne et neveu de Jean Borotra, avait déjà, sans succès, tenté sa chance sous les couleurs centristes en 1968.

Le combat qui retient le plus l'attention se déroule à Pau, où M. Pierre Salenave a retrouvé en 1968 — au prix de son passage du Centre démocrate au C.D.P. — le siège que lui avait enlevé en 1967 M. André Labarrère, socialiste. Le député sortant bénéficie de l'investiture de la majorité et du C.N.I. M. Labarrère est désormais maire de Pau, mais la seule chance de succès pour le candidat de gauche réside dans une élection triangulaire au second tour. L'électorat se divise alors, en effet, à peu près par tiers, et la popularité et la façade de M. Labarrère lui donnent un réel avantage sur un adversaire beaucoup plus réservé. Le maire de Pau n'a donc eu de cesse de voir désigner dans la première circonscription un candidat du Mouvement réformateur. C'est chose faite, mais nul ne sait si M. Georges Lartigau parviendra à attirer suffisamment de suffrages pour pouvoir affronter le second tour dans des conditions qui pourraient permettre le succès du candidat socialiste.

LES ÉLUS DE LA RÉGION DE 1958 A 1972

	DORDOGNE				GIRONDE				LANDES				LOT-ET-GARONNE				PYRENEES-ATLANTIQUES				AQUITAINE Total :			
	58	62	67	68	58	62	67	68	58	62	67	68	58	62	67	68	58	62	67	68	58	62	67	68
Gaullistes	2	1	1	4	8	5	3	5	2	—	—	1	2	1	—	1	2	—	2	3	16	7	6	14
Moderés	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	3	3	—	1
Centristes	—	—	—	—	—	2 (a)	2	1	1	1	1	1	—	—	—	—	—	2 (b)	—	1	1	3	3	4
Radicaux	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	1	1	1	1	—	3	3	4	1
Centre gauche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	1	—
Socialistes	—	2	2	—	1	2	5	3	—	2	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	6	9	4
Communistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	1	1	—

a) MM. Cazenave et Achille-Fould élus en 1962 comme indépendants ;
b) dont M. Salenave, élu en 1968 comme indépendant.

Dans ce tableau :

- Les élus « gaullistes » avaient l'étiquette U.N.R. en 1958 et 1962, U.D. V^e en 1967 et U.D.R. en 1968 ;
- Les élus « modérés » étaient indépendants en 1958 et sont républicains indépendants depuis 1962 ;
- Les « centristes » sont ceux du M.R.P. en 1958, du Centre démocratique en 1962 et du P.D.M. depuis 1967.